



**HAL**  
open science

**Compte-rendu de Anastassiadou Méropi, Anatoli, 6,  
“Patrimoines culturels et fait minoritaire en Turquie et  
dans les Balkans”, 2015.**

Cyril Isnart

► **To cite this version:**

Cyril Isnart. Compte-rendu de Anastassiadou Méropi, Anatoli, 6, “Patrimoines culturels et fait minoritaire en Turquie et dans les Balkans”, 2015.. 2016. halshs-01477495

**HAL Id: halshs-01477495**

**<https://shs.hal.science/halshs-01477495>**

Submitted on 27 Feb 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Compte-rendu de

ANASTASSIADOU Méropi, *Anatoli n° 6. Patrimoines culturels et fait minoritaire en Turquie et dans les Balkans*, Paris, CNRS Éditions, 2015, 334 p.

Cyril Isnart

CNRS

UMR 7307, UMR IDEMEC Aix Marseille Université-CNRS

Le numéro 6 de la revue *Anatoli* est entièrement consacré à la place des minorités culturelles, religieuses et ethniques des Balkans et de Turquie dans les politiques culturelles des États de ces régions et des groupes minoritaires mêmes. Réunissant des historiens, des géographes, des archivistes, des civilisationnistes ou des acteurs impliqués sur le terrain des actions patrimoniales, le volume se présente comme une mosaïque de seize contributions allant de la Bulgarie à l'ex-Yougoslavie, avec une attention soutenue au couple gréco-turc et au moment du Traité de Lausanne qui fixa, en 1923, les conditions politiques de l'échange de population entre la Grèce et la Turquie. Cette livraison d'*Anatoli* vient compléter une série de publications récentes sur le fait patrimonial ou sur les relations États-minorités dans la région (European Journal of Turkish Studies 2014 et 2015, Couroucli et Anastassiadis 2013). Elle a la particularité de prendre à bras le corps l'articulation entre fait minoritaire et fait patrimonial, ce dernier étant le plus souvent entendu comme une prérogative régaliennne des États, dont on oublie parfois les effets culturels et politiques sur - ou les contraintes induites par - la multiplicité des groupes vivants sous une seule autorité politique. Il s'agit donc d'un travail important qui marquera sans doute le paysage scientifique dans les années à venir.

Dans sa courte introduction, Méropi Anastassiadou remonte le cours de l'histoire des minorités dans l'Est de la Méditerranée en décrivant le passage de l'effacement volontaire à la reconnaissance institutionnelle de ce début du XXI<sup>e</sup> siècle. Soutenue par des conventions intergouvernementales qui semblent aujourd'hui dicter une nouvelle ligne de conduite (notamment Faro 2005), ces politiques globales de la reconnaissance culturelle incitent les gouvernements et les administrations à octroyer des valeurs morales et économiques à la diversité culturelle, sous l'égide du droit au patrimoine culturel des minorités. Les études de cas convoquées ne permettent pas toutes de juger du succès ou de l'universalité d'une telle conversion morale des politiques étatiques, même si l'on sait bien que de nombreuses communautés usent de la culture pour se construire une meilleure place dans l'espace public.

La première partie présente trois exemples dans lesquels les politiques pilotées par l'État imposent une adéquation entre la nation et des caractéristiques culturelles – notamment la langue. Cette adéquation ne fonctionne pas nécessairement, comme en témoigne les études sur les hellénophones d'Albanie ou sur les turcophones en Thrace. Une deuxième partie est consacrée aux marques religieuses de l'espace comme support d'expression du patrimoine culturel des minorités. Les auteurs montrent l'importance de l'appropriation des lieux de culte dans les revendications politiques, depuis les changements confessionnels des sanctuaires balkaniques jusqu'à la communauté syriaque en Turquie contemporaine. La religion et ses déclinaisons rituelles ou spirituelles apparaissent, dans une troisième partie, comme des éléments déterminants des pratiques de reconnaissance culturelles, notamment pour les Kurdes. Enfin, les

auteurs de la quatrième partie évaluent le poids des États contemporains sur la conservation positive des patrimoines des minorités, suivant ainsi la narration, proposée dans l'introduction, du passage de la disparition voulue à la valorisation des minorités. Au vu de la diversité des disciplines et des orientations de chacun des auteurs, il s'agit ici plutôt de souligner deux aspects qui intéresseront les spécialistes des sciences des religions, plutôt que de tenter une synthèse improbable.

Tout d'abord, comme c'est assez classiquement le cas dans les études sur le patrimoine culturel, les auteurs mettent en avant de manière systématique l'action, les effets et les négociations de l'État dans les processus patrimoniaux. L'institution politique, ainsi que ses administrations culturelles, se trouvent ainsi convoquées comme des acteurs clés qui permettent d'interroger le fait patrimonial. Les contraintes et les dynamiques politiques issues de l'État, en tant que producteur et régulateur du patrimoine culturel dans la région des Balkans et en Turquie, ne sont donc finalement pas spécifiques et pourraient être comparées avec d'autres situations sur le globe. En revanche, c'est bien parce que la question de la fabrication des minorités par l'État-nation se pose historiquement de manière singulière dans la région, et que chaque pays semble construire ses propres modalités juridiques de coexistence, que l'on peut prêter à l'État une attention particulière. Les exemples sont nombreux dans le volume, mais on citera notamment les Kurdes qui disputent à l'État turc des droits culturels et s'inscrivent dans une lutte de reconnaissance politique plus large. Les différentes contributions aident par ailleurs à dresser la liste des dispositifs et des pratiques patrimoniales que les minorités, selon le poids relatif de l'État dans leurs contextes propres, sont amenées à développer. Le vocabulaire et la grammaire du patrimoine culturel apparaissent nettement contraints, une fois encore, par les administrations régaliennes, qui inspirent finalement des outils de contre-patrimonialisations pour des voix discordantes au sein d'un système État/minorités assez hermétique.

Deuxièmement, l'articulation entre le statut ou la représentation des communautés minoritaires et l'appartenance religieuse, doit être soulignée, car elle constitue sans doute une autre caractéristique importante des sociétés de la Méditerranée orientale. Les sous-groupes nationaux sont en effet souvent qualifiés par leur langue et leur religion, voir par la seule religion qui joue alors un rôle identificatoire et identificateur majeur dans la région. Cette mobilisation du critère religieux porte à associer aux représentations des minorités des éléments rituels, architecturaux, esthétiques et spirituels qui deviennent alors des attributs susceptibles d'être transformés en biens patrimoniaux. Si un élément de la vie religieuse minoritaire peut classiquement passer dans le champ du patrimoine par l'intermédiaire d'un processus administratif et politique, ce dernier reste cependant ambiguë : il permet de renverser parfois les stigmates de la domination, mais il peut également jouer contre les minorités elles-mêmes, le patrimoine rendant visible une affiliation ou une présence problématique dans l'espace public. Les cas des Alévis, des Juifs ou des Grecs pontiques – mais on pense également aux Arméniens étrangement absents du volume – montrent bien que la patrimonialisation du religieux ne se présente pas sans ambiguïtés politiques, sans danger de simplification et sans conflits de légitimité. Ils posent également la question plus théorique des différences, que les auteurs entretiennent et ne tranchent pas, entre l'héritage d'un habitus familial et communautaire et sa mise en scène collective sous la forme du patrimoine culturel. Maurice Halbwachs avait abordé le problème par le biais de la mémoire collective, mais le poids des politiques de l'État dans la région et son

omniprésence dans les contributions ici réunies ont sans doute compté dans l'effacement d'autres échelles d'interprétation du patrimoine culturel, plus intimes et individuelles.

Au final, les lecteurs pourront trouver dans ce recueil des études de cas, orientées par des méthodes et des finalités contrastées, qui décrivent l'alternative devant laquelle les sociétés contemporaines, en Méditerranée orientale comme ailleurs, sont placées : reconnaître patrimoniallement, si ce n'est politiquement, leur propre diversité intérieure ou poursuivre l'épuration nationaliste des cultures qui leur sont soumises. Que la religion – en tant que bien patrimonialisable – intervienne au premier chef dans cette affaire n'est pas une nouveauté, ni dans les Balkans, ni dans ce qui fut l'empire ottoman, mais alors les auteurs montrent clairement en quoi l'injonction contemporaine de reconnaissance et ses effets permettent d'interroger à nouveaux frais les liens entre État, culture, mémoire et fait religieux.